

Jean-Alain Héraud

Emmanuel Muller

12/12/2025



Résilience et population civile dans la guerre : le modèle ukrainien

Introduction

Depuis quelques années l'APR s'intéresse aux nouvelles formes de prospective : l'approche narrative fondée sur la conception collective de scénarios de type science-fiction. L'application privilégiée de ces méthodes a été l'analyse de la résilience des territoires face aux crises présentes et futures. Dans ce domaine, le projet européen IMMER, en partenariat avec l'Université des Sciences Appliquées de Kehl (Hochschule Kehl), a déjà fait l'objet d'une note sur ce site :

<https://www.apr-strasbourg.org/docutheques/la-resilience-territoriale-bilan-du-projet-immer/>

Récemment, l'APR s'est lancée dans une nouvelle collaboration avec l'équipe R-SQUAD (<https://www.r-squad.eu/>) pour travailler sur la résilience des territoires en situation de guerre, avec un accent particulier mis sur le rôle de la société civile et l'importance de l'auto-organisation des citoyens en coopération avec les institutions nationales comme l'armée régulière. Ce travail est réalisé sur le terrain par des chercheurs du KPI (Institut Polytechnique Igor-Sikorski de Kyiv : <https://kpi.ua/en/>) avec des séries d'interviews d'acteurs que nous analysons en partenariat avec les universitaires ukrainiens. Ce travail est en cours de réalisation¹, mais pour donner une idée de la problématique un cas particulier est présenté ici, le témoignage d'un officier volontaire, qui est

¹ L'APR contribue au financement de l'enquête sur le terrain ukrainien et pourra, dans les mois à venir, proposer une analyse des résultats complets.

particulièrement parlant sur la question de la coopération entre les civils et les militaires. Ce témoignage est complété par des éléments recueillis auprès d'acteurs institutionnels dans le cadre de la même série d'entretiens.

1. Le témoignage d'un volontaire recruté comme officier

Expérience de février 2022 : l'attaque russe à grande échelle n'était pas vraiment prévue. La population est choquée et le premier réflexe pour beaucoup de personnes est de se mobiliser pour défendre la patrie. L'officier interviewé s'est enrôlé à ce moment-là.

La peur : présente mais plus pour ses proches que pour soi-même.

Même surpris, les Ukrainiens étaient préparés, mentalement et pratiquement (au moins un peu) avec des kits de catastrophe : un « go bag » avec un minimum d'objets indispensables.

Qu'est ce qui fait la résilience ?

Après plusieurs années de guerre, la population civile était préparée. Le point essentiel c'est l'*unité* des citoyens. Face au manque d'armes et à la faiblesse des moyens, les gens se sont mis spontanément à aider l'armée. Beaucoup de *volontaires* se sont manifestés.

Deux facteurs clés pour préparer la résilience :

- Préparation morale : une éducation militaire/patriotique de la jeunesse. Cela aide à produire, le temps venu, le réflexe de servir la patrie par tous les moyens possibles
- Préparation physique et mentale qui n'est pas seulement militaire. Utilité du sport, des randonnées dans la nature, de la chasse...

La guerre moderne est très technique, d'où l'utilité des gens qui aiment la mécanique, le bricolage... Il n'y a pas seulement du bricolage à faire le moment venu en matière d'information qu'on va chercher sur internet, il y a aussi le bricolage concret (mécanique, électrique, etc.)

Il faut préparer intelligemment les enfants : Lorsque des gamins disent qu'ils aimeraient se battre comme leur père, on doit leur dire « attend tes 18 ans » ; que leur combat maintenant c'est d'apprendre.

La guerre moderne impliquant beaucoup de hightech, les connaissances requises sont pas seulement des techniques militaires de terrain, mais aussi des compétences générales comme la capacité d'analyse, de planification, et avoir en tête des modèles de décision. Il n'y a donc pas que de la préparation patriotique et militaire à organiser pour favoriser la résistance.

Se préparer à résister passe aussi par l'apprentissage de l'Histoire. Cela permet de comprendre par exemple ce qu'est l'Ukraine et ce que sont les Russes.

Les ressources manquantes

Au début on manquait terriblement d'armes. Le premier mois cet officier en charge d'une équipe de 40 personnes (toutes volontaires, pas des soldats réguliers) ne disposait que d'un seul fusil, le sien ! Par la suite beaucoup d'armes ont été récupérées sur l'ennemi. Au point que le groupe de volontaires a même pu aider l'infanterie qui manquait aussi d'armes.

Les relations entre civils et militaires

Il est indispensable de réaliser un lien fort entre les gens armés qui ceux qui ne sont pas. Ce sont par exemple des civils qui ont sauvé la vie du groupe en arrêtant les véhicules pour expliquer qu'il y avait une colonne ennemie qui se dirigeait vers eux. Remarque importante toutefois : il faut savoir sur quel territoire on se trouve. Dans l'Est du pays le groupe a rencontré des civils apparemment bienveillants mais prêts à les trahir. L'officier explique ces comportements en évoquant le lavage des cerveaux réalisé par les Russes sur la population des zones occupées. Il y a des territoires qu'il ne suffit pas de libérer militairement, il faut aussi expliquer, créer la confiance, etc. Même face à une population hostile il est important de montrer qu'on vient aider.

D'une manière générale, les échanges entre militaires et civils sont fondamentaux. Cela va jusqu'à des échanges de nourriture pour compléter ce qu'ont les uns et les autres.

En territoire ami, il y a aussi des problèmes de résistance négative de la population, en raison de réflexes naturels comme l'attachement aux lieux et aux biens. Il est parfois très difficile de convaincre les habitants de fuir leur zone menacée. Là ce qui aide c'est la confiance. Les gens acceptent d'être évacués s'ils pensent qu'ils vont être traités avec dignité. Si l'histoire ne leur a pas appris à avoir confiance dans l'État, Ils préféreront, malgré le risque, rester dans leur maison et leur jardin, ... et s'en remettre au destin.

En presque 4 ans de guerre, qu'est ce qui a changé dans la perception des gens ?

Chez les plus jeunes, surtout s'ils ont une famille, la conscience du risque s'est renforcée. Ils accepteront par exemple plus volontiers de se replier vers des zones sûres. Les personnes âgées restent souvent dans une forme de fatalisme. Un point important à souligner c'est qu'on ne comprend jamais totalement ce qu'on n'a pas vécu, comme le combat, l'occupation, la captivité, la destruction, la mort des proches.

On a plus de mal actuellement à transformer des civils en militaires, mais il faut aussi comprendre que tout le monde n'a pas vocation à combattre. Les civils sont aussi importants pour la production. Il faut une prise de conscience plus poussée de la complexité de l'ensemble du système. Il y a aussi une forme de sacrifice ou en tout cas de générosité de la part des civils, mais Ils n'arrivent pas à réaliser pleinement ce que vivent les gens sur le front – et ces derniers le savent, ce qui contribue énormément à leur frustration.

Points supplémentaires soulevés par l'interviewé

Un message à l'international : demain c'est peut-être vous qui serez concernés. Une recommandation : pensez l'éducation patriotique de la jeunesse.

Il est très important de savoir traiter le mieux possible les vétérans (blessés, traumatisés, etc.). Non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour l'image que cela renvoie aux combattants. Il faut suivre le modèle de Napoléon avec les Invalides. Aider les vétérans ce n'est pas facile : ce ne sont pas des personnes vulnérables ordinaires. Or on a tendance à les traiter ainsi. Pour beaucoup de vétérans il est intolérable d'être laissé dans son coin avec une pension. Il faut leur proposer une réinsertion pleine et entière. À la limite certains souhaitent même repartir en guerre (à leur manière). Ils doivent participer à la vie sociale aussi en servant d'exemple en contribuant à l'éducation patriotique de la nation.

Certains doivent être réintégrés grâce à une reprise de formation (par exemple universitaire) mais pour cela il faut éventuellement adapter les règles et les accepter dans les parcours même s'ils n'ont pas tout à fait les prérequis officiels. L'important est qu'ils soient motivés, et souvent ils le sont. C'est plus difficile à faire qu'à dire, car tous les systèmes publics sont très bureaucratiques.

Les vétérans déjà anciens doivent aider les nouveaux (*peer to peer*). Par exemple un amputé peut utilement aller voir une nouvelle victime en lui expliquant comment il a réussi à se reconstruire physiquement et moralement.

Remarque générale conclusive (et c'est un point que l'officier a eu l'occasion de dire personnellement au Président Zelensky) : Pour aller se battre il faut savoir dépasser sa peur. Et cela ne se fait pas sous la pression et la menace. Il faut de la motivation intérieure, vouloir défendre sa famille, ses valeurs...

2. Le point de vue d'acteurs plus institutionnels

Le témoignage précédent est intéressant car un peu atypique – un officier qui n'a pas fait une carrière militaire classique avant d'obtenir ce statut, mais qui a eu une démarche de *volontaire* au moment du déclenchement de la guerre, et que l'armée a apparemment recruté directement avec un grade d'officier en raison de ses compétences. Les caractéristiques de cet interviewé sont à la fois un avantage et un inconvénient. L'avantage est qu'il peut exprimer spontanément un point de vue qui est moins biaisé institutionnellement que celui d'un soldat classique ; l'inconvénient est qu'il n'est sans doute pas représentatif du point de vue général de l'armée. Il ne l'est pas non plus des autres acteurs de la société civile qui, eux, ne sont pas des soldats. Sur ce dernier point, l'exploitation de l'ensemble des interviews sera très éclairante.

Pour avoir brièvement évoqué avec des militaires cette thématique de l'aide que la société civile peut apporter à l'armée régulière en cas de crise grave, à savoir sa contribution à la résilience d'un

pays partiellement envahi en coopération avec les acteurs institutionnels, quelques hypothèses émergent, qui restent bien entendu à tester de manière approfondie² :

- Un officier ukrainien rencontré lors d'une conférence n'a pas paru conscient d'une aide significative que la population puisse donner à l'armée. Il est par contre très engagé dans la gestion humanitaire des victimes civiles du conflit, comme les habitants qui ont perdu tous leurs biens dans une zone dévastée par la guerre et qui deviennent des réfugiés à l'intérieur même de l'Ukraine. On trouve là une vision à sens unique de la collaboration entre civils et militaires.
- Un officier français à la retraite a du mal à se placer dans la perspective qu'induit l'interview. Pour lui, la nation doit se préparer aux conflits futurs par un effort de planification intelligente – et l'armée est capable d'anticiper beaucoup de situations, par exemple au sein d'institutions stratégiques spécialisées. Pour l'officier, l'idée que des formes d'auto-organisations de la société civile puisse pallier des défaillances de l'armée est visiblement un impensé. Le modèle auquel le renvoie nos réflexions sur la résistance civile est plutôt celui de la Résistance dans la France occupée des années 1940, mais là les institutions officielles nationales de la défense et de la sécurité représentaient l'ennemi, pas des partenaires, ce qui est une problématique totalement différente.

D'une manière générale, le concept même de *résilience* du territoire en cas de crise grave comme une invasion n'est pas très naturel pour les militaires, qui envisagent plutôt ce que l'on peut appeler la *robustesse* de la nation face aux crises futures. En effet l'idée qu'on puisse apprendre à se défendre une fois la catastrophe arrivée est gênante pour une institution dont l'objectif est en principe la victoire sur l'ennemi, pas le bricolage une fois la catastrophe arrivée. Pourtant la nation et ses territoires doivent également se préparer à être non seulement robustes face à l'agression, mais aussi résilients si les choses se passent mal. Dans ce dernier cas, on retrouve une problématique analogue à celle d'une crise sanitaire exceptionnellement grave, d'une catastrophe naturelle non prévue, etc.

La question est alors pour les acteurs présents d'anticiper des situations à venir jugées peu probables mais qui ne sont pas impossibles, où il faudra gérer le chaos en inventant des solutions sur le terrain. En méditant le cas ukrainien (où l'invasion russe brutale et massive n'était pas plus considérée comme probable que le tsunami à Fukushima), on peut imaginer des scénarios dystopiques, réfléchir aux réactions possibles en se plaçant dans ces situations par la pensée, pour en tirer des conclusions sur la meilleure manière de s'y préparer.

De tels scénarios (par exemple explorés dans des exercices de prospective narrative) induisent des formes de préparation qui vont au-delà de la planification militaire et incluent la société civile qui

² Lorsque les enquêtes de terrain seront faites et analysées, nous envisageons de partager nos résultats avec des acteurs de la défense nationale pour tester ce que notre approche est susceptible de leur apporter – en même temps que nous nous efforcerons d'associer les collectivités et organisations du Rhin supérieur à la réflexion sur la préparation de la résilience territoriale, ce qui est notre but principal.

possède ses formes propres de créativité. Cette créativité potentielle fait partie du concept de *résilience*. La question est de savoir ce que l'on peut faire dès à présent pour la favoriser. C'est là que l'exemple ukrainien peut donner des idées, car ce pays fait, hélas pour lui, l'expérimentation d'une situation dystopique majeure à laquelle ses habitants tentent de s'adapter comme ils peuvent – mais avec une forme de créativité surprenante et qui force le respect.

3. Une guerre menée autant par la société que par l'armée

Pour conclure notre propos en élargissant le champ et en tentant de tirer quelques éléments utiles de l'expérience ukrainienne, nous proposons ci-dessous une analyse de la contribution de la société civile à la défense nationale dans une logique de résilience collective. Cela permettra aussi de mieux contextualiser le témoignage par lequel nous avons ouvert cette note.

Le soutien aux forces armées est une problématique déjà ancienne dans tous les pays, en particulier en France. Rappelons les principales formes que prend cette contribution :

- **La réserve de défense et de sécurité**, ouverte aux civils pour assurer ponctuellement des missions de soutien. Elle est constituée de volontaires apportant leurs compétences dans des domaines médicaux, juridiques, logistiques, etc. Les armées françaises comptent actuellement 47 000 réservistes (pour 200 000 militaires d'active) et il est envisagé de porter leur nombre à 80 000 en 2030.
- **Le Service National Universel** qui, depuis 2019, vise en France à impliquer les jeunes dans la défense et la résilience nationale. Le SNU s'adresse à tous les jeunes Français âgés de 15 à 17 ans qui souhaitent s'investir dans une société de l'engagement, bâtie autour de la cohésion nationale. Il comporte 2 phases obligatoires : un séjour de cohésion et une mission d'intérêt général. Ce système n'a pas vraiment fait ses preuves et ses crédits ont été rabotés au cours des ans. Le gouvernement a décidé récemment de le réformer, en l'étendant à un vrai service militaire volontaire d'une dizaine de mois pour quelques dizaines de milliers de personnes par an qui constitueront un ensemble formé et motivé de réservistes.
- **Le soutien aux familles et aux anciens combattants** (dont l'importance est soulignée dans l'interview ukrainienne, car elle impacte le moral des troupes), souvent assuré par des associations. Un objectif essentiel est la réinsertion professionnelle et sociale.
- **Les innovations comme la cyberdéfense**, impliquant des entreprises, des chercheurs, des startups... dont la collaboration permet de renforcer la sécurité numérique. Mais il s'agit aussi de sensibiliser le grand public et les entreprises aux enjeux de la cybersécurité.
- **La préparation aux crises par renforcement de la résilience territoriale**. Cet objectif commence par la participation à des exercices de sécurité civile comme les plans ORSEC (historiquement ORganisation des SECours, mais signifiant maintenant Organisation de la Réponse de SÉcurité Civile). Il s'agit aussi de sensibiliser et d'éduquer, à travers les écoles, les médias, des opérations de communications sur le terrain, etc.

La guerre en Ukraine a déjà provoqué en France une hausse des engagements dans la réserve et une mobilisation accrue des associations.

En Ukraine même, la société civile ne se contente pas de soutenir l'effort de guerre, elle en est un pilier central comblant les lacunes de l'Etat et innovant dans les réponses au complexe de crises qu'a déclenché l'invasion russe. Comme décrit ou suggéré dans le témoignage qui précède, la population civile a contribué à la collecte et distribution de matériel, à gérer les réfugiés, à réparer les infrastructures, déminer, etc. Dès 2014, puis massivement depuis 2022, beaucoup de civils se sont engagés dans des unités de défense territoriale, avec un équipement souvent financé par des dons privés ; des ateliers improvisés produisent des drones ou des caméras de surveillance grâce à des financements participatifs. Enfin, il y a ce que l'on peut appeler la diplomatie citoyenne : des organisations locales collectent des preuves de la barbarie des troupes ennemis, soutiennent les victimes dans leurs démarches juridiques, etc.

Récemment, un entretien très intéressant du journal *Le Monde* (23-24 novembre 2025) avec une sociologue de l'Université Paris-Nanterre, Anna Colin Lebedev, met en évidence à quel point « *en Ukraine, la guerre est menée par l'armée et la société* ». Après quatre années de guerre l'armée a été foncièrement transformée, car elle est constituée aux trois quarts de soldats qui étaient des civils avant l'invasion russe. Elle est passée de 260 000 à 900 000 hommes. La sociologue parle de « civilianisation » de l'armée. L'exemple ukrainien doit être pris avec beaucoup de précautions car il n'est pas transposable tel quel dans un pays comme la France. L'histoire de l'Ukraine est très spécifique : « *c'est parce que l'Etat y était fragile que la société doit le seconder, ajouter de l'efficacité et de l'agilité là où il était incapable de le faire* ». Et l'Etat soutient ces initiatives parce qu'il n'a pas le choix.

En France, l'armée est une institution professionnalisée et hiérarchique, avec des traditions (démocratiques) centenaires et une longue expérience – dans la période récente sur des théâtres extérieurs. En Ukraine tout est nouveau et, chose exceptionnelle, l'armée est tellement l'expression de la nation en marche et en résistance qu'elle en est aussi un vecteur de démocratisation. La différence contextuelle est telle qu'il nous est difficile de comprendre l'enchevêtrement du civil et du militaire à l'ukrainienne. Cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir à ce que l'expérience actuelle de ce pays peut nous apporter pour la préparation de la résilience des territoires français pour de futures crises graves. C'est un scénario de prospective dystopique grandeur nature.
